



Home (<https://www.aefinfo.fr/>)| Sécurité globale (<https://www.aefinfo.fr/depeches/securite-globale/>)| Sécurité publique ([https://www.aefinfo.fr/securite-globale/securite\\_publique/](https://www.aefinfo.fr/securite-globale/securite_publique/))| **Dépêche n°694735**

# À Bondy, un centre de supervision urbain et des recrutements de vidéo-opérateurs pour "redynamiser" la sécurité locale

"Une centaine de caméras" est déjà déployée à Bondy (Seine-Saint-Denis) mais "majoritairement dans le centre-ville". La rénovation d'un CSU (Centre de supervision urbain) "vieillissant" appuyée par un financement d'environ 300 000 euros par la région, et le recrutement de nouveaux agents, dédiés au visionnage des images de surveillance, visent à "redynamiser" le centre et la gestion de la sécurité locale de la ville. Une entreprise déjà entamée depuis son arrivée à la mairie, en 2020, explique Stephen Hervé (LR (Les Républicains)), maire de Bondy, à AEF info.



Image d'illustration : CSU, vidéosurveillance, Marseille AEF - C.G

Bondy dispose déjà d'un centre de supervision urbain, précise Stephen Hervé, maire LR de la ville, à AEF info. Le 9 juin 2023, Valérie Péresse, présidente LR de la région Île-de-France, avait visité le commissariat de la ville et annoncé un financement de "près de 300 000 euros" pour l'aménagement du CSU et l'installation de 25 nouvelles caméras. Cette subvention régionale, qui s'inscrit dans le cadre du "bouclier de sécurité" (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/684054>)) "sera soumise au vote de la commission permanente de septembre 2023", indique la région.

Les travaux sont néanmoins déjà en cours et le centre devrait être finalisé d'ici "le 15 septembre 2023", précise Christophe Charrier, chef du service de la police municipale de la ville, à AEF info.

Des Vidéo-opérateurs pour remettre d'autres agents "sur le terrain"

Depuis "une vingtaine d'années", la ville dispose de caméras, installées durant le mandat de Gilbert Roger (DVG (Divers gauche)), maire de 1995 à 2010, à la demande de commerçants qui souhaitaient "être rassurés", explique

Stephen Hervé. Aujourd'hui, elles sont "une centaine", détaille le maire. Le CSU existe donc déjà mais "de façon peu développée" et n'est pas doté des "outils les plus récents", nuance-t-il. En novembre 2020, une cyberattaque avait touché les serveurs de la ville et notamment ceux du CSU. Une attaque chiffrée, dans un entretien accordé au Parisien (<https://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/seine-saint-denis-la-cyberattaque-de-2020-a-coute-environ-15-million-deuros-a-la-mairie-de-bondy-11-07-2022-JRQAFP4ZRBHXVJNPRB2YC4JLIM.php>), à 1,5 million d'euros un an et demi après les faits. "Cet événement nous a d'autant plus incités à rénover le centre."

En outre, les images des caméras "d'ancienne génération", pour nombre d'entre elles, sont visionnées par six ASVP (Agent de surveillance de la voie publique) dans le CSU actuel. Ces agents sont également chargés de la surveillance de la voie publique. Souvent "personne ne se trouve devant les images" qui servent donc principalement "lors de réquisitions". La mairie entend recruter des vidéo-opérateurs dédiés à la surveillance des images, qui "travailleront en symbiose avec les brigades sur le terrain" pour davantage d'efficacité opérationnelle. Pour le maire, policiers municipaux et ASVP se doivent d'être sur le terrain avant tout, non derrière les écrans. Le chef de service du centre sera, lui, probablement issu de la police municipale, pour mieux coordonner les actions.

La mairie n'envisage pour l'instant pas d'installer un comité d'éthique comme l'a par exemple fait Bordeaux (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/693176>)), estimant que les textes de loi sont clairs sur l'usage et l'installation des caméras.

La périphérie non équipée

À la centaine de caméras déjà présentes sur le territoire, le maire de Bondy souhaite en ajouter encore davantage que les 25 financées par la région Île-de-France, sans avoir de chiffre précis en tête. La ville entend "déposer un dossier pour le FIPD (Fonds interministériel de prévention de la délinquance)" (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/688969>)), pour financer un "meilleur maillage du territoire". Pour l'heure, les dispositifs sont majoritairement situés en centre-ville et moins en périphérie. Les "entrées" et "sorties" de la ville, mais aussi des "points stratégiques", définis après analyse de l'AMO (Assistant à maîtrise d'ouvrage) ainsi que de la "police nationale [qui] peut avoir son avis", devront être équipés.

La mairie souhaite en outre renforcer "le pull de caméras mobiles", des caméras nomades, déplaçables, dont la ville dispose déjà mais qui, du fait de leur ancienneté, rendent la "récupération des données" complexe. "Il faut venir les récupérer sur place", déplore le maire. Les prochaines devront être déployées "avec la fibre, pour une image de meilleure qualité". Mais ces technologies coûtent : entre "12 000 et 15 000 euros pour une caméra qui demande l'usage de génie civil", chiffre Christophe Charrier, chef du service de la police municipale. "Cela peut être un point bloquant", admet le maire de Bondy.

La mairie "pas encore très au fait" sur le dispositif des JOP

La vidéosurveillance dite "intelligente", dont l'usage expérimental a été validé par le Conseil constitutionnel en mai 2023 (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/692489>)) n'est "pas encore mise en place", indique le maire qui précise que la ville a été "approchée par des opérateurs" et envisage de la déployer notamment pour mieux lutter contre les "stationnements anarchiques", bien qu'à ce stade l'encadrement législatif et réglementaire soit flou. La Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés) a de son côté publié, en août 2020, une mise en garde à l'adresse des communes qui utilisent illégalement des dispositifs de verbalisation automatisée reposant sur la photographie du véhicule et de sa plaque d'immatriculation (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/633573>)). Concernant les grands événements à venir, la mairie craint davantage de nuisances et notamment de trafics, étant donné la proximité avec le Stade-de-France et les autres lieux sur lesquels se dérouleront les JOP (Jeux olympiques et paralympiques), majoritairement situés en Seine-Saint-Denis. "Nous ne sommes pas encore très au fait de ce que l'État va nous proposer", indique cependant Stephen Hervé. Ce qui rend plus complexe les prévisions en matière de besoins et d'actions en perspective des Jeux.

police municipale : un objectif de 25 agents d'ici 2026

Enfin, la mairie de Bondy souhaite "redéployer les moyens de la police municipale" – un travail entamé depuis l'élection de Stephen Hervé, en 2020. Les agents faisaient alors "surtout de l'îlotage" et n'étaient pas présents le week-end. Ils travaillent dorénavant sept jours sur sept, de 7 heures à 2 heures du matin. Les policiers municipaux, qui étaient six "sur le papier, plutôt trois ou quatre, dans les faits", notamment en raison des arrêts de travail, précise Christophe Charrier, sont dorénavant quinze et le maire a l'ambition d'en recruter dix supplémentaires au cours de son mandat. Les recrutements "sont en cours" et cinq nouveaux agents devraient déjà rejoindre l'équipe "entre le 1er juillet et le 1er septembre", indique le chef de la PM (Police municipale).

La "redynamisation" de la police municipale est également passée par son armement, depuis 2021. "On ne peut pas demander aux agents d'aller au contact à nu", estime Stephen Hervé. L'armement des agents a coûté "environ 50 000 euros", chiffre Christophe Charrier. Pour la suite, la mairie financera les prochains équipements à l'aide du bouclier de sécurité de la région Île-de-France. Une brigade motorisée ainsi qu'une brigade canine, composée d'un maître-chien, rejoindront également bientôt les équipes de la mairie.

## Des rénovations à venir pour le commissariat de police

Lors de sa visite, Valérie Pécresse avait également souligné un problème de longue date à Bondy : la vétusté du commissariat de police nationale, qui n'était "plus aux normes", selon la présidente de Région. L'enveloppe de 300 000 euros déjà fléchée ne concernera pas l'opération de rénovation de ce bâtiment. "Il faut que la police nationale

fasse également une demande", indique le maire, mais le commissariat est dans "la liste prioritaire" de la région. "En 2008-2009, c'était déjà compliqué", explique Stephen Hervé qui indique avoir sollicité le ministre de l'Intérieur à plusieurs reprises "sans retour" au sujet de l'état du commissariat vieillissant.

CONTACTER LE JOURNALISTE



SUIVRE CE SUJET



@AEFSECURITE ([HTTPS://TWITTER.COM/@AEFSECURITE](https://twitter.com/AEFSECURITE))

Dépêche n° 694735  5 min de lecture

Par Marie Koyouo **Publiée le 03/07/2023 à 13h03**

## À LIRE AUSSI

(<https://www.aefinfo.fr/depeche/693176-a-la-veille-de-grands-evenements-le-comite-ethique-du-csu-de-bordeaux-sollicite-sur-des-questions-strategiques>) (<https://www.aefinfo.fr/depeche/690678-videosurveillance-les-deputes-philippe-latombe-et-philippe-gosselin-proposent-une-refonte-du-cadre-reglementaire>) (<https://www.aefinfo.fr/depeche/690042-au-vu-de-son-audit-sur-la-videosurveillance-la-ville-de-lyon-va-legerement-augmenter-son-parc-de-cameras>) (<https://www.aefinfo.fr/depeche/689291-la-ville-de-nantes-va-se-doter-de-88-nouvelles-cameras-de-videosurveillance-fin-2023>) (<https://www.aefinfo.fr/depeche/688588-videosurveillance-un-site-pour-faciliter-les-demandes-d-acces-aux-images-des-cameras>) (<https://www.aefinfo.fr/depeche/682300-marseille-met-fin-a-son-moratoire-sur-la-videosurveillance-par-la-pose-de-55-nouvelles-cameras>)